

REFORME DES RETRAITES : Comment ne pas s'indigner ?

Le 23 janvier, nous avons été 65 % de grévistes au collège Paul Fort d'Is-sur-Tille (dont toute la vie scolaire), les écoles élémentaires de Marcilly-sur-Tille, élémentaires et maternelles d'Is-Tille ont fermé.

Pourquoi ?

Comme plus de 1,2 millions dans la rue nous avons compris le caractère injuste et injustifié de la réforme des retraites.

L'argument du gouvernement est simpliste : si on ne comble pas le déficit (10 milliards supposés en 2027) du système de retraites, il va falloir soit augmenter les impôts des salariés (et donc baisser leur pouvoir d'achat) soit augmenter les cotisations des entreprises, et donc diminuer leur compétitivité.

Il faudrait suivre d'autres modèles européens ?

Karl Gustaf Scherman qui a porté l'âge légal à 65 ans en Suède invite E. Macron à ne pas copier le même modèle (« c'est un échec. Trop de gens ne peuvent pas travailler jusqu'à 65 ans. Alors ils partent avant. Sans retraite complète. Et deviennent pauvres »).

Il n'y a pas d'autres voie ? Et pourtant,

- « le taux d'imposition réel des ultra-riches en France est seulement de 2 % », dénonce le professeur d'économie Gabriel Zucman
- en 10 ans, les milliardaires français ont triplé leur fortune à hauteur de 550 milliards d'euros (10 ans de budget de l'éducation nationale), 8 sur 10 ont hérité de leur fortune, tandis que leurs impôts ont baissé de 15 milliards par an
- les aides aux grandes entreprises sans contrepartie n'ont cessé d'augmenter (150 milliards d'euros annuels)
- les impôts sur les entreprises ont radicalement baissé (28 milliards en moins par an)
- taxer la fortune des milliardaires français de 2 % de plus permettrait de financer les retraites

Et pendant ce temps,

rien que pour le premier semestre 2022, les ménages français ont perdu en moyenne 700 euros de pouvoir d'achat

1 français sur 2 n'est plus en emploi en partant en retraite (chômage, arrêt maladie...)

825 000 emplois «sénior» rapporteraient 50 milliards d'euros

1 français sur 4 des salariés les plus pauvres est déjà décédé à 62 ans

ALORS pourquoi ne pas

A quand la taxation du capital par la mise à contribution des grandes et très grandes fortunes (qui ont gonflé ces 10 dernières années sans qu'on puisse démontrer le moindre effet positif pour l'économie)

A quand l'augmentation des salaires

A quand une vraie politique de maintien dans l'emploi des séniors, de relocalisation et de réindustrialisation ?

Aujourd'hui, personne ne peut rester indécis.

**Rejoignez-nous tous
dans la grève le 31 janvier.**